

**LA NEF DES SCIENCES
Centre Régional de Culture Scientifique
Technique et Industrielle Mulhouse**

**Université de Haute Alsace
Faculté des Sciences et Techniques
2 Bis rue des Frères Lumière
68200 MULHOUSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Relatif à l'exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de LA NEF DES SCIENCES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de LA NEF DES SCIENCES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes notamment assurés de la correcte séparation des exercices concernant les subventions attribuées au titre de périodes et de programmes définis, s'étalant parfois sur plusieurs exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral du Président, du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de LA NEF DES SCIENCES.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président, le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes
Président
Membre de la Compagnie
Régionale de Colmar



Jean-Christophe DENNI

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	5 244	1 081	4 163	5 212
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	659	352	307	439
	Autres immobilisations corporelles	163 858	132 609	31 249	40 982
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	169 761	134 042	35 719	46 633
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				10 419
	Autres créances	121 550		121 550	104 779
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	24 942		24 942	72 098
	Charges constatées d'avance	4 347		4 347	3 859
	TOTAL (II)	150 840		150 840	191 155
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		320 601	134 042	186 559	237 788

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

Dons en nature restant à vendre

- autorisés par l'organisme de tutelle



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024		31/12/2023	
Fonds associatifs	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	81 429		81 429	
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	Report à nouveau	(14 962)		1 689	
	Résultat de l'exercice	(5 383)		(16 652)	
	Total des fonds propres	61 083		66 466	
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise				
	- Apports				
	- Legs et donations				
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Droits des propriétaires				
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 364		28 270	
	Provisions réglementées				
	Total des autres fonds associatifs	7 364		28 270	
	Total des fonds associatifs	68 447		94 736	
Provisions	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	28 017		39 643	
	Total des provisions	28 017		39 643	
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement				
	Sur dons manuels affectés				
	Sur legs et donations affectés				
	Total des fonds dédiés			76 092	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	41 000			
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 311		17 263	
	Dettes fiscales et sociales	12 624		6 967	
	DETTES DIVERSES				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			419	
	Autres dettes				
	Produits constatés d'avance	160		2 667	
	Total des dettes	90 095		27 316	
	Ecart de conversion passif				
TOTAL PASSIF		186 559		237 788	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(5 383,13)		(16 651,63)	
(1) Dont à moins d'un an		90 095		27 316	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		41 000			
ENGAGEMENTS DONNES					



Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	8 478	14 251
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	300 883	314 380
	Dons	401	203
	Cotisations	890	272
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	257	8
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	11 625	3 181
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	322 534	332 296
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	168 360	82 903
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 713	2 963
	Rémunération du personnel	184 561	137 098
	Charges sociales	54 911	45 453
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	10 913	19 113
	Dotation aux provisions		5 806
	Autres charges	2 909	144
	Total des charges d'exploitation	425 367	293 480
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(102 833)	38 816
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	593	188
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		425
	2 - RESULTAT FINANCIER	593	(237)
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(102 240)	38 579
	Produits exceptionnels	20 907	20 907
	Charges exceptionnelles		
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	20 907	20 907
	Impôts sur les sociétés	142	45
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	76 092	
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		76 092
	TOTAL DES PRODUITS	420 126	353 391
	TOTAL DES CHARGES	425 509	370 042
	EXCEDENT ou DEFICIT	(5 383)	(16 652)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **186 559** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **420 126** euros et un total **charges** de **425 509** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-5 383** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Objet social

Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, des moyens mis en œuvre :

Cette association a pour objet :

- de favoriser le développement, la diffusion et la promotion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) par la création, le soutien, ou la coordination de toutes formes d'actions culturelles à destination du plus large public,
- de dynamiser et favoriser la rencontre et le dialogue entre la recherche, le milieu éducatif (scolaire et universitaire), les musées, les collectivités territoriales, les entreprises, les comités d'entreprises, les partenaires culturels, les partenaires associatifs, les médias... et les divers organismes qui œuvrent dans le secteur de la culture scientifique technique et industrielle,
- de promouvoir et soutenir toutes les actions d'études, de médiation, de recherches et de formation intéressant la culture scientifique, technique et industrielle et les musées,
- d'apporter son concours à toutes les extensions ou créations nouvelles de musées ou d'organisations similaires pouvant aider la promotion de la culture scientifique, technique et industrielle.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Pour atteindre ces objectifs, l'association s'appuie sur la charte des CCSTI (Centres de Culture Scientifique Technique et Industrielle) et la mobilisation des organismes scientifiques de la région. Elle est par ailleurs acteur d'un réseau national et partenaire d'organismes européens et internationaux répondant à des objectifs similaires.

L'association s'interdit toute activité, discussion ou manifestation pouvant présenter un caractère politique ou confessionnel.

L'association est à but non lucratif.

Identification des règles et principes comptables appliqués en accord avec les comptes de l'entité

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Subventions de fonctionnement

N°Compte	Libellé	
7411000	SUBV DRARI	23 000,00 €
7412000	SUBV DRAC	44 400,00 €
7413000	SUBV VILLE DE MULHOUSE	38 000,00 €
7415000	SUBV CEA	9 000,00 €
7417000	CONSEIL REGIONAL GRD EST/CPER	162 976,00 €
7418000	SUBVENTIONS DIVERSES	13 500,00 €
7418120	SUBVENTIONS SERVICE CIVIQUE	6,67 €
7418300	SUBVENTIONS ORGANISMES PRIVES	5 000,00 €
7418500	SUBVENTIONS INSERM EST	5 000,00 €
Total Classe subventions		300 882,67 €

Le montant des subventions 2024 s'élèvent à 300 882,67€, dans ce montant 20 353€ non réalisés sur 2024 ont été comptabilisés au débit du compte 7417000.

Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions volontaires (valorisation du temps passé) correspondent à des heures valorisées à



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

un taux forfaitaire : absence de contributions volontaires aux 31/12/2024

Immobilisations

Nouvelle méthode concernant l'évaluation des Actifs : La société utilise la méthode simplifiée des PME. Ainsi seules les immobilisations décomposables sont soumises aux nouvelles règles sur les actifs.

En l'espèce, aucune immobilisation n'est concernée par les nouvelles normes car celles-ci n'atteignent pas les seuils légaux (en durée et/ou en valeur) déclenchant l'obligation de décomposition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Matériel d'exposition	Linéaire	5 à 10 ans
Recherche et développement		
Logiciel et progiciel		
Matériel technique		
Outillage		
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel audiovisuel	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Engagement pris en matière de retraite

Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice pour tenir compte des indemnités de fin de carrière. Nous tenons compte d'une provision totale à la clôture de l'exercice. Le montant de l'engagement est ainsi de 28 017,36€ avec une provision pour 2024 de -3 744,25€ . Le montant des IFC est fondé sur l'indemnité légale de licenciement hors charges sociales (âge de départ fixé à 64 ans), sans tenir compte d'une actualisation et d'un turn-over.

Contributions en nature:

La Région met gratuitement à disposition le local situé à l'UHA de Mulhouse et prend à sa charge son entretien ainsi que celui concernant le matériel informatique.

Subventions perçues sur l'exercice:

L'association a reçu sur cet exercice des subventions de fonctionnement pour un montant de 300882,67€.

Fonds dédiés:

Pas de subvention passée en fonds dédiés sur 2024.

Provision congés payés:

Changement de méthode sur 2024. A compter du 01/06/2024, les compteurs de congés payés sont mentionnés sur les bulletins de salaires. Chaque mois une OD de congés payés calculée par le logiciel SILAE est comptabilisée.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	5 244					5 244
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 244					5 244

CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	659					659
	Instal., agencement, aménagement divers	41 499					41 499
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	122 360					122 360
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	164 517					164 517

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						

TOTAL	169 761						169 761
--------------	----------------	--	--	--	--	--	----------------



Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements
début
d'exercice

Mouvements de l'exercice

Dotations

Diminutions

Amortissements
au
31/12/2024

INCORPORELLES				
	Frais d'établissement et de développement			
	Autres	32	1 049	1 081
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32	1 049	1 081

CORPORELLES				
	Terrains			
	Constructions sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	instal. agencement aménagement			
	Instal technique, matériel outillage industriels	220	132	352
	Autres instal., agencement, aménagement divers	26 989	3 653	30 642
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau, mobilier	95 887	6 080	101 967
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations grevées de droits			
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	123 097	9 864	132 961

TOTAL	123 129	10 913		134 042
--------------	----------------	---------------	--	----------------



Provisions

Etat exprimé en euros

Début exercice

Augmentations

Diminutions

31/12/2024

PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	31 762		3 744	28 017
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer	7 881		7 881	
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39 643		11 625	28 017
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		39 643		11 625	28 017

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 625	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts		
	Autres immobilisations financières		
	Clients douteux ou litigieux		
	Autres créances clients		
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	355	355
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	532	532
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	120 373	120 373
	Groupe et associés		
	Débiteurs divers	291	291
	Charges constatées d'avance	4 347	4 347
	TOTAL DES CREANCES	125 898	125 898
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	41 000	41 000	
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	36 311	36 311	
	Personnel et comptes rattachés	828	828	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 977	8 977	
	Impôts sur les bénéfices	142	142	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 677	2 677	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés			
	Autres dettes			
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	160	160	
	TOTAL DES DETTES	90 095	90 095	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION VODALYS 3 TICKETS RESTANTS		4 347	4 347
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			4 347



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION SUBVENTION FONDATION PARTENARIALE SUBVENTION QUARTIER DES SCIENCES		160	160
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			160



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		121 154
Autres créances		121 154
	IJ SUBROGATION	532
	ETAT- SUBVA RECEVOIR	120 373
	PRODUITS A RECEVOIR	250



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		34 305
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACT A RECEVOIR</i>	30 592	30 592
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION / CONGES PAYES</i> <i>CHARGES/CONGES PAYES</i> <i>CAP TAXE FORMATION</i>	828 315 2 569	3 713

